

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/ZAF/1

6 décembre 1995

(95-3957)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES
ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES
DE SAUVEGARDE
AFRIQUE DU SUD

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente d'Afrique du Sud la communication ci-après en date du 25 octobre 1995.

Conformément aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes et aux décisions adoptées en la matière par le Comité institué en vertu dudit accord, j'ai l'honneur de vous remettre le texte intégral de la Loi n° 107 de 1986 sur le Conseil des droits de douane et du commerce, modifiée et les extraits pertinents de la Loi n° 91 de 1964 sur les douanes et les droits d'accise¹, modifiée.

¹Les délégations qui souhaiteraient prendre connaissance du texte intégral de la loi sont priées de s'adresser à Mlle S. Aspinall, bureau 1023, tél.: 739 51 09.

LOIS DE LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE - COMMERCE ET INDUSTRIE

LOI N° 107 DE 1986
SUR LE CONSEIL DES DROITS DE DOUANE ET DU COMMERCE

(ADOPTÉE LE 10 SEPTEMBRE 1986, ENTREE EN VIGUEUR
LE 24 SEPTEMBRE 1986)

(Texte en afrikaans signé par le Président de l'Etat)

modifiée

par la Loi de réforme du Conseil du commerce et de l'industrie (n° 60 de 1991)
par la Loi de réforme du Conseil des droits de douane et du commerce (n° 39 de 1995)

LOI

portant création d'un Conseil des droits de douane et du commerce et concernant les questions s'y rapportant.

1. Définitions

1) Dans la présente Loi et sauf interprétation contraire dictée par le contexte:

- le terme "Conseil" s'entend du Conseil des droits de douane et du commerce, institué par l'article 2;
- le terme "commission" s'entend d'une commission visée à l'article 9;
- l'expression "territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe" s'entend de tout Etat ou territoire avec le gouvernement duquel un accord a été conclu en vertu de l'article 51 de la Loi n° 91 de 1964 sur les douanes et les droits d'accise;
- l'expression "concurrence préjudiciable" s'entend de l'exportation, effective ou projetée, de marchandises à destination de la République ou du territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe, dans d'autres conditions que le dumping ou sous subvention, en quantités et dans des circonstances qui entraînent ou risquent d'entraîner un préjudice grave pour des branches de production établies dans la République ou dans le territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe, ou bien qui risquent de retarder la création de branches de production dans la République ou dans le territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe;
- le terme "dumping" s'entend de l'introduction, dans le commerce de la République ou du territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe, de marchandises à un prix à l'exportation inférieur à la valeur normale de ces marchandises;
- l'expression "prix à l'exportation" s'entend du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises vendues à l'exportation, net de toute taxe, de tout escompte et de tout rabais effectivement accordés et directement liés à la vente considérée;
- le terme "Ministre" s'entend du Ministre du commerce, de l'industrie et de la coordination économique;
- l'expression "valeur normale" s'entend:
 - a) du prix comparable, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur ou le pays d'origine; ou bien
 - b) faute d'un prix visé à l'alinéa a):
 - i) le prix comparable le plus élevé auquel des marchandises similaires sont exportées vers un pays tiers au cours d'opérations commerciales normales, ou encore

- ii) le coût de production reconstruit des marchandises dans leur pays d'origine, majoré d'un montant raisonnable au titre des frais de commercialisation et des bénéfices;

à condition qu'il soit dûment tenu compte dans chaque cas des différences entre les conditions de la vente, des différences de fiscalité et des autres différences qui influeraient sur la comparabilité des prix;

- l'expression "exportation subventionnée" s'entend de l'exportation, effective ou projetée, de marchandises à destination de la République ou du territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe en provenance de tout pays lorsque les autorités de ce pays ou de tout autre pays accordent une aide quelconque, financière ou autre, au titre de ces marchandises, c'est-à-dire une aide à leur production, à leur fabrication, à leur transport ou à leur exportation.
- 2) Si, à l'occasion de l'enquête sur un cas de dumping, visée à l'article 4 1) a) i):
- a) le Conseil estime que la valeur normale des marchandises en cause n'est, du fait d'une intervention des pouvoirs publics, pas déterminée dans le pays exportateur ou d'origine selon les principes du marché libre, le prix comparable dans un pays tiers pourra être imputé aux marchandises en provenance du pays exportateur ou d'origine concerné;
 - b)
 - i) il est constaté qu'il n'existe aucun prix à l'exportation répondant à celui qui figure dans la définition du "dumping", ou
 - ii) il apparaît qu'il existe, en ce qui concerne le prix à l'exportation, une association ou un accord de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou la tierce partie concernés, ou encore
 - iii) il est constaté que, pour toute autre raison, le prix à l'exportation effectivement payé ou à payer pour les marchandises vendues n'est pas fiable,
 - l'expression "prix à l'exportation" s'entendra, dans la définition précitée, du prix calculé sur la base de celui auquel les marchandises importées sont revendues pour la première fois à un acheteur indépendant ou bien, si elles ne sont pas revendues dans l'état où elles auront été importées, sur toute base raisonnable.

2. Institution du Conseil des droits de douane et du commerce

Il est institué par les présentes un conseil qui portera le nom de Conseil des droits de douane et du commerce.

3. Missions du Conseil

Le Conseil aura pour missions de promouvoir le développement industriel dans le cadre de la politique économique de la République, en procédant à des enquêtes sur toute question qui influera ou pourra influencer sur le commerce et la production de la République ou du territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe, et de conseiller le Ministre à ce sujet.

4. Fonctions du Conseil

1) Aux fins de mener à bien ses missions et sous réserve des dispositions de toute autre loi, le Conseil pourra:

- a) i) effectuer de sa propre initiative des enquêtes sur les cas de dumping, d'exportation subventionnée ou de concurrence préjudiciable dans ou à destination de la République et, s'il y est autorisé par un accord, dans ou à destination du territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe;
- ii) procéder de sa propre initiative à des enquêtes sur le développement, moyennant la perception de droits de douane et d'accise, de branches de production dans la République et, s'il y est autorisé par un accord, sur le territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe;
- iii) procéder, sur instructions du Ministre, à des enquêtes sur toute autre question qui influencerait ou pourrait influencer sur le commerce et la production de la République et, s'il y est autorisé par un accord, du territoire douanier commun de l'Union douanière d'Afrique australe; et
- b) adresser au Ministre un rapport et des recommandations concernant toute enquête visée au paragraphe a).

2) Au reçu du rapport et des recommandations visés sous 1) b), le Ministre pourra:

- a) accepter ou non le rapport et les recommandations en question, ou bien les renvoyer devant le Conseil pour réexamen; et
- b) s'il accepte le rapport et les recommandations, demander au Ministre des finances de modifier la Liste correspondante annexée à la Loi n° 91 de 1964 sur les douanes et les droits d'accise.

3) Le plus tôt possible après le 31 décembre de chaque année, le Conseil devra adresser au Ministre un rapport sur les fonctions qu'il aura exercées durant l'année écoulée.

4) Les travaux nécessaires à l'exécution d'une fonction ou à l'exercice d'un pouvoir par le Conseil seront confiés aux fonctionnaires ou agents du Département du commerce et de l'industrie désignés à cet effet par le Directeur général du commerce et de l'industrie.

5. Composition du Conseil

1) Le Conseil se composera de membres à plein temps et de membres à temps partiel, au nombre de quatre au minimum, désignés quand il y aura lieu par le Président de l'Etat.

2) Les membres du Conseil seront nommés par le Président de l'Etat en fonction de leur connaissance et de leur expérience du commerce, de la production et de l'économie.

6. Président et vice-président

- 1) Le Président de l'Etat désignera l'un des membres du Conseil en qualité de président et un autre en qualité de vice-président.
- 2)
 - a) En cas d'absence du président du Conseil, s'il se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, ou bien en cas de vacance de la présidence, le vice-président exercera les fonctions de président et, en cas d'absence du président et du vice-président ou s'ils se trouvent dans l'incapacité d'exercer les fonctions de président, le Conseil choisira lui-même un autre membre pour assurer sa présidence.
 - b) Tant qu'il agira en qualité de président, ce membre disposera de tous les pouvoirs et s'acquittera de toutes les fonctions du président.

7. Mandats, vacances et pourvoi aux vacances

- 1) Les membres du Conseil seront nommés pour un mandat décidé par le Président de l'Etat au moment de leur nomination, qui ne dépassera pas cinq ans.
- 2) Une vacance de membre du Conseil sera ouverte si ce membre démissionne ou si le Président de l'Etat met fin à son mandat pour un motif qu'il estime justifié.
- 3) Tout membre du Conseil dont le mandat aura expiré pourra être nommé à nouveau.
- 4) Si une vacance de membre du Conseil est ouverte, le Président de l'Etat pourra y pourvoir sous réserve des dispositions de l'article 5.

8. Réunions du Conseil

- 1) La première réunion du Conseil se tiendra au lieu et au moment décidés par le Ministre, puis ses réunions se tiendront aux lieux et moments décidés par le Conseil lui-même, ou par son président si le Conseil l'y autorise.
- 2) Le quorum des réunions du Conseil sera d'un tiers de ses membres, et de trois membres au minimum.
- 3) Toute décision prise par la majorité des membres du Conseil présents lors d'une réunion sera réputée être une décision du Conseil et, en cas de partage égal des voix, le président aura voix prépondérante.
- 4) Toutes les décisions du Conseil feront l'objet d'un procès-verbal.

9. Commissions

- 1) Le Conseil pourra, avec le consentement du Ministre, constituer des commissions composées de membres du Conseil.
- 2) Toutes les commissions ainsi constituées se composeront du nombre de membres décidé par le Conseil.

- 3) Le Conseil désignera l'un des membres de la commission pour en assurer la présidence et, si ce président se trouve absent lors d'une réunion de la commission, les membres présents éliront l'un d'entre eux pour présider cette réunion.
- 4) a) Le Conseil pourra, sous réserve des directives qu'il pourra émettre lorsqu'il y aura lieu:
 - i) déléguer à toute commission constituée par lui tout pouvoir à lui conféré par l'article 4 ou en vertu de cet article; et
 - ii) habiliter toute commission ainsi constituée à accomplir telle ou telle fonction qui lui est assignée par l'article 4 ou en vertu de cet article.
- b) Le Conseil conservera en titre les pouvoirs délégués par lui et le droit à l'exercice d'une fonction déléguée à une commission, et il pourra modifier ou annuler toute décision d'une commission.

10. Cooptation de membres ou de conseillers par les commissions

- 1) Toute commission pourra coopter n'importe quelle personne, soit en qualité de membre, soit pour assister à l'une de ses réunions à l'occasion de l'examen d'une question quelconque.
- 2) Toute personne ainsi cooptée pourra prendre part aux débats de la commission concernant la question à l'examen, ou bien à la réunion pour laquelle elle aura été cooptée, mais ne disposera pas du droit de vote.

11. Rémunérations et indemnités des membres du Conseil et autres personnes

Les membres du Conseil, ainsi que les personnes visées aux articles 10, 13 et 14 qui ne sont pas des employés de l'Etat, recevront, sur des crédits ouverts par le Parlement à cet effet, les rémunérations et indemnités dont le Ministre décidera avec l'accord du Ministre des finances.

12. Enquêtes du Conseil ou de ses commissions

- 1) Le Conseil et ses commissions pourront, sous réserve des directives émanant du Ministre, procéder aux enquêtes qu'ils jugeront nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions.
- 2) Le Conseil et ses commissions pourront, aux fins de toute enquête visée sous 1), appeler quiconque à témoigner lors de l'enquête ou à produire tout livre, écrit ou document qui, de l'avis du Conseil ou de la commission, a trait à l'objet de l'enquête.
- 3) a) La convocation à témoigner ou à produire un livre, un écrit ou un document sera adressée dans la forme décidée par le président du Conseil.
- b) La convocation sera signée par le président du Conseil ou de la commission, selon le cas, et sera remise de la même façon qu'une convocation à témoigner dans un procès pénal devant la Cour suprême.
- 4) Le Conseil et ses commissions pourront appeler à témoigner et interroger toute personne présente lors de l'enquête, qu'elle ait été ou non convoquée conformément au paragraphe 2), et pourront étudier et conserver pendant un temps raisonnable tout livre, écrit ou document dont la production aura été exigée en vertu du paragraphe 2) ou en la possession de la personne appelée; étant entendu que,

s'agissant de l'interrogatoire de la personne en question ou de la production d'un livre, écrit ou document en sa possession, la législation concernant les prérogatives des personnes appelées à témoigner ou à produire un livre, un écrit ou un document devant un tribunal sera d'application.

- 5)
 - a) Toutes les fois que le Conseil ou une commission le jugera nécessaire, ils pourront obliger une personne à témoigner sous serment.
 - b) Le président du Conseil ou de la commission, selon le cas, sera habilité à recevoir le serment ou à accepter la déclaration sur l'honneur de la personne concernée.
- 6) Toute personne convoquée pour témoigner lors d'une enquête aura le droit de recevoir en tant qu'indemnité, sur des crédits ouverts par le Parlement à cet effet, un montant égal à celui qu'elle aurait reçu en qualité de témoin si elle avait été convoquée lors d'un procès pénal devant la Cour suprême tenu au lieu spécifié dans la convocation qu'elle aura reçue.
- 7) Le Conseil ou la commission pourra, aux fins d'une enquête de cette nature, prescrire à toute personne de lui fournir des informations dans les formes déterminées par le Conseil ou la commission.

13. Délégation de pouvoirs par le Conseil ou les commissions

- 1) Le Conseil et ses commissions pourront, sous réserve des directives émanant du Ministre, déléguer leurs pouvoirs en matière d'enquêtes au titre de l'article 12 à un fonctionnaire ou agent du Département du commerce et de l'industrie désigné à cet effet par le Directeur général du commerce et de l'industrie, ou, avec l'agrément du Ministre, à toute autre personne.
- 2) Le président du Conseil et les présidents des commissions pourront:
 - a) habiliter un fonctionnaire, un agent ou toute autre personne visée au paragraphe 1) ci-dessus à s'acquitter d'une fonction assignée aux présidents par l'article 12 3) b); et
 - b) déléguer à un fonctionnaire, un agent ou toute autre personne visée au paragraphe 1), tout pouvoir à eux conféré par l'article 12 5) b).

14. Enquêteurs

- 1) Sous réserve des directives émanant du Ministre, le Conseil pourra, afin de se procurer les informations dont il aura besoin aux fins d'une enquête au titre de l'article 12, habiliter comme enquêteur un membre du Conseil, un fonctionnaire ou un agent du Département du commerce et de l'industrie désigné à cet effet par le Directeur général du commerce et de l'industrie ou, avec l'agrément du Ministre, toute autre personne, et ledit enquêteur pourra, à tout moment raisonnable et sans préavis, pénétrer dans les locaux où se trouve ou peut se trouver tout objet, livre, état ou autre document ayant trait à l'information recherchée et pourra:
 - a) inspecter ou fouiller ces locaux;
 - b) exiger du propriétaire ou du responsable des locaux des informations concernant ledit objet, livre, état ou autre document;
 - c) examiner tout objet, livre, état ou autre document découvert dans les locaux en question et qui a effectivement ou probablement trait à toute question qui pourrait être liée à

ladite enquête, et établir des copies ou des extraits de ces livres, états ou autres documents; et

- d) exiger du propriétaire ou du responsable des locaux, ou encore de quiconque possède ou détient le livre, l'état ou tout autre document en question, qu'il explique tout ou partie de son contenu.

2) Il sera remis à chaque personne habilitée conformément au paragraphe 10) un pouvoir signé par le président du Conseil, précisant que ladite personne agit en qualité d'enquêteur conformément à la présente Loi.

3) Avant de procéder à toute intervention visée au paragraphe 1), tout enquêteur habilité conformément à ce paragraphe devra présenter à la personne interpellée le pouvoir qui lui aura été remis conformément au paragraphe 2).

15. Mise en place et utilisation de systèmes de comptabilité et de calcul des prix de revient

Le Conseil pourra, avec l'agrément du Ministre, obliger quiconque exerce une activité productive protégée par un droit de douane ou bénéficie d'une aide quelconque de l'Etat à mettre en place et utiliser, dans son entreprise ou son activité, un système de comptabilité et de calcul des prix de revient agréé par le Conseil pour cette activité ou branche de production, étant entendu que:

- a) le Conseil ne décidera de la mise en place d'un système de comptabilité et de calcul des prix de revient pour une activité productive ou branche de production qu'après avoir consulté les représentants de cette activité ou branche de production;
- b) pour décider d'un système de comptabilité et de calcul des prix de revient à l'intention d'une branche de production ou d'une activité, le Conseil tiendra dûment compte des conditions dans lesquelles elle travaille; enfin
- c) si le Conseil constate qu'une activité ou le fonctionnement d'une branche de production se trouve entravé par l'adoption d'un système de comptabilité et de calcul des prix de revient conformément au présent article, il pourra, avec l'agrément du Ministre, décider que ledit système pourra être adapté de la façon jugée utile par elle.

16. Notification d'un intérêt

Si le Conseil ou l'une de ses commissions étudie un dossier dans lequel un de ses membres a un intérêt pécuniaire, ledit membre devra notifier au Conseil ou à la commission concernée la nature, l'étendue et le détail de cet intérêt, et le Conseil ou la commission pourra, si il ou elle le juge nécessaire, inviter ce membre à ne pas participer à ses travaux pour autant qu'il ou elle étudie le dossier.

16A. Règlements

Après avoir consulté le Conseil, le Ministre pourra édicter des règlements concernant:

- a) les procédures à suivre pour l'exercice de toute fonction du Conseil; et
- b) toute autre question en relation avec la réalisation des missions du Conseil.

17. Préservation du secret

Nul, sauf aux fins de l'exercice de ses fonctions conformément à la présente Loi, sur l'injonction d'un tribunal ou conformément à une loi quelconque, ne divulguera à un tiers aucune information acquise par lui dans l'exercice de ses fonctions conformément à la présente Loi et concernant l'entreprise ou les affaires d'un tiers quelconque.

18. Dépôt des rapports et recommandations

Les rapports et recommandations visés à l'article 4 1) a):

- a) concernant les amendements aux Listes annexées à la Loi n° 91 de 1964 sur les douanes et les droits d'accise, ou
- b) concernant toute autre question et qui, de l'avis du Ministre:
 - i) peuvent être rendus publics sans nuire à l'intérêt public, et
 - ii) revêtent un intérêt général,

seront portés par le Ministre à la connaissance du Parlement le plus tôt possible après leur réception.

19. Infractions et sanctions

Quiconque:

- a)
 - i) sans motif suffisant (la preuve étant à sa charge) n'aura pas fourni les informations à lui demandées conformément à l'article 14 1) d) ou 12 7); ou bien
 - ii) aura, en toute connaissance de cause, fourni des informations fausses ou tendancieuses;
- b)
 - i) convoqué pour témoigner dans une enquête conformément à l'article 12, aura, sans motif suffisant (la preuve étant à sa charge) omis de se présenter au lieu et à l'heure spécifiés dans la convocation ou se sera retiré sans l'autorisation du président de l'audience;
 - ii) convoqué conformément à l'article 12 4), aura, sans motif suffisant (la preuve étant à sa charge):
 - aa) refusé de témoigner;
 - bb) refusé de prêter serment ou de déposer sur l'honneur après y avoir été invité conformément à l'article 12 5) a);
 - cc) refusé de répondre à une question à lui posée ou n'y aura pas répondu au mieux de son information et de ses possibilités; ou encore
 - dd) refusé de se conformer à l'injonction de produire un livre, un écrit ou un document spécifié dans la convocation et en sa possession; ou encore
 - iii) aura manipulé, gêné, menacé, trompé ou de quelque façon indûment influencé toute personne concernant son témoignage ou bien un livre, un écrit ou un document à produire par cette personne;

- c)
 - i) aura mis obstacle à l'exercice par un enquêteur de ses pouvoirs conformément à l'article 14; ou
 - ii) aura omis ou refusé de fournir des informations ou explications demandées par un enquêteur conformément à l'article 14 1) b) ou d) ou, en toute connaissance de cause, fourni des informations ou donné des explications fausses ou tendancieuses;
- d) aura omis ou refusé sans motif suffisant (la preuve étant à sa charge) de mettre en place ou d'utiliser conformément à l'article 15 un système de comptabilité et de calcul des prix de revient dans le délai spécifié par le Conseil, qui ne sera pas inférieur à six mois;
- e) aura omis de se conformer à une disposition de l'article 16; ou enfin
- f) aura contrevenu aux dispositions de l'article 17;

sera coupable d'un délit et passible d'une amende ne dépassant pas R2 000, d'une peine privative de liberté de 12 mois au maximum, ou des deux.

20. Abrogation de lois et dispositions transitoires

- 1) Sous réserve des dispositions du présent article, les lois citées dans la Liste sont abolies par les présentes.
- 2) Quiconque avait, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente Loi, la qualité de président, de vice-président ou de membre du Conseil du commerce et de l'industrie en vertu des dispositions de la Loi n° 19 de 1944 sur le commerce et l'industrie, sera réputé avoir été nommé par le Président de l'Etat conformément aux dispositions de la présente Loi pour la partie non expirée de son mandat.
- 3) Si un dossier dont le Conseil du commerce et de l'industrie institué par la Loi de 1944 sur le Conseil du commerce et de l'industrie a été saisi avant l'entrée en vigueur de la présente Loi n'a pas été réglé par ce Conseil ou une de ses commissions avant cette entrée en vigueur, le Conseil des droits de douane et du commerce institué par la présente Loi pourra en poursuivre l'étude en se conformant aux dispositions de la présente Loi, et toutes les mesures prises par le premier Conseil susmentionné concernant ledit dossier seront réputées l'avoir été par le Conseil institué par la présente Loi.
- 4) Toute mesure prise conformément à une disposition de la Loi de 1944 sur le Conseil des tarifs douaniers et du commerce et qui pourrait l'être conformément à une disposition de la présente Loi sera censée avoir été prise conformément à cette dernière disposition.

21. Intitulé abrégé

La présente Loi portera le titre de Loi de 1986 sur les droits de douane et le commerce.

LOIS DE LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE - DOUANES ET ACCISES

LOI N° 91 DE 1964
SUR LES DOUANES ET ACCISES

[N° 28 - Supplément]

LOI

portant prélèvement de droits de douane et d'accise et d'une surtaxe, prélèvement d'une taxe sur les combustibles et interdiction et contrôle de l'importation, de l'exportation ou de la fabrication de certaines marchandises, et concernant les questions s'y rapportant.

CHAPITRE PREMIER

Définitions

1. Définitions

1) Dans la présente Loi, et à moins que le contexte ne dicte une autre interprétation, toute mention des douanes et accises ou des questions s'y rapportant sera censée s'entendre également de la surtaxe, de la taxe sur les combustibles et des questions s'y rapportant, et

.....

le terme "Commissaire" s'entend du Commissaire aux douanes et accises mentionné à l'article 1B;

.....

le terme "Inspecteur", s'agissant de tout territoire et de tout dossier, s'entend du fonctionnaire habilité par le Commissaire pour exercer les fonctions d'inspecteur des douanes et accises en ce qui concerne ce territoire ou ce dossier, y compris tout fonctionnaire agissant sous la tutelle ou les instructions d'un fonctionnaire ainsi habilité par le Commissaire;

.....

le terme "droit" s'entend de tout droit dont la présente Loi autorise le prélèvement;

l'expression "entrée pour mise à la consommation intérieure" s'entend de l'entrée de toute marchandise relevant d'une position des Listes n° 3, 4 ou 6;

.....

le terme "exportateur" s'entend de toute personne qui, au moment de l'exportation:

- a) est propriétaire des marchandises exportées;
- b) assume le risque des marchandises exportées;
- c) représente l'exportateur ou le propriétaire des marchandises exportées ou agit en son lieu et place;
- d) sort ou entend sortir des marchandises du territoire de la République;
- e) détient un intérêt quelconque dans des marchandises exportées; ou
- f) agit pour le compte de toute personne visée aux alinéas a), b), c), d) ou e),

et, s'agissant de marchandises importées, du fabricant, fournisseur ou expéditeur de ces marchandises et de toute personne, sise à l'intérieur ou hors du territoire de la République, qui représente ce fabricant, fournisseur ou expéditeur ou agit en son nom;

.....

le terme "marchandises" s'entend de tous objets, articles, marchandises commerciales, animaux, instruments de paiement, matières ou choses;

.....

l'expression "consommation intérieure" s'entend de la consommation ou de l'utilisation sur le territoire de la République;

.....

le terme "importateur" s'entend de toute personne qui, au moment de l'importation:

- a) est propriétaire des marchandises importées;
- b) assume le risque des marchandises importées;
- c) représente l'importateur ou le propriétaire des marchandises importées ou agit comme s'il en était importateur ou propriétaire;
- d) introduit effectivement des marchandises sur le territoire de la République;
- e) détient un intérêt quelconque dans des marchandises importées; ou
- f) agit pour le compte de toute personne visée aux alinéas a), b), c), d) ou e);

.....

le terme "fabrication" s'entend, à la discrétion du Commissaire, de tout procédé:

- a) de fabrication ou de montage de marchandises assujetties à un droit d'accise ou à la taxe sur les combustibles;
- b) utilisé pour la transformation de marchandises en marchandises assujetties à un droit d'accise ou à la taxe sur les combustibles;
- c) aboutissant à augmenter de façon quelconque la quantité ou la valeur assujettie à un droit de marchandises importées visées à la Section B de la Partie 2 de la Liste n° 1, ou de marchandises assujetties à un droit d'accise ou à la taxe sur les combustibles;
- d) qui conduit à la récupération de marchandises assujetties à un droit d'accise ou à la taxe sur les combustibles à partir de marchandises assujetties à un droit d'accise ou de toutes autres marchandises; ou encore
- e) utilisé pour l'emballage ou le conditionnement de marchandises importées visées à la Section B de la Partie 2 de la Liste n° 1 ou de marchandises assujetties à un droit d'accise ou à la taxe sur les combustibles,

les termes "fabriquer" et "fabricant" ont les significations correspondantes;

.....

le terme "Ministre" s'entend du Ministre des finances;

.....

le terme "prescrit(e)(s)" s'entend de ce qui est prescrit par la présente Loi;

.....

l'expression "la présente Loi" s'entend de toute proclamation, de tout avis officiel, de tout règlement et de toute règle émis ou pris et de tout accord conclu ou réputé conclu au titre de la présente Loi, ainsi que de toute proposition d'imposition envisagée à l'article 58 qui serait déposée devant la Chambre des délégués;

.....

CHAPITRE VI

Droits antidumping, compensateurs et de sauvegarde

55. Dispositions générales concernant les droits antidumping, compensateurs ou de sauvegarde

- 1) Les marchandises spécifiées dans la Liste n° 2 seront, à leur entrée pour la consommation intérieure, passibles, en sus de tous autres droits à acquitter conformément aux dispositions de la présente Loi, des droits antidumping, compensateurs ou de sauvegarde appropriés prévus, en ce qui concerne ces marchandises, dans ladite Liste au moment de leur introduction sur le territoire si elles sont importées en provenance d'un fournisseur ou originaires d'un territoire spécifié dans ladite Liste pour ce qui concerne lesdites marchandises.
- 2)
 - a) L'imposition d'un droit antidumping en cas de dumping tel qu'il est défini dans la Loi n° 107 de 1986 sur le Conseil des droits de douane et du commerce, d'un droit compensateur en cas d'exportation subventionnée ainsi définie, ou d'un droit de sauvegarde en cas de concurrence préjudiciable ainsi définie, le taux de ce droit et les circonstances dans lesquelles il sera imposé sur des marchandises importées seront conformes à toute demande faite par le Ministre du commerce, de l'industrie et de la coordination économique au titre des dispositions de la Loi de 1986 sur le Conseil des droits de douane et du commerce.
 - b) Ces droits antidumping ou compensateurs pourront être imposés sur des marchandises conformément à une demande ainsi formulée à compter de la date à laquelle sera imposé à titre provisoire un paiement au titre d'un droit antidumping ou compensateur en vertu de l'article 57A.
- 3)
 - a) Toutes les fois qu'un droit antidumping, compensateur ou de sauvegarde sera imposé sur des marchandises conformément aux dispositions du présent chapitre, le propriétaire des marchandises stockées dans un entrepôt des douanes et accises sera tenu de présenter la facture et les autres documents concernant lesdites marchandises à l'Inspecteur au plus tard au moment de l'entrée de la totalité ou d'une partie desdites marchandises, afin de pouvoir les sortir d'entrepôt.
 - b) Les dispositions de l'alinéa a) ne s'appliqueront pas s'il s'agit de marchandises sorties d'un entrepôt des douanes et accises et entrées sur le territoire en vue de leur exportation.
- 4) Un droit antidumping, compensateur ou de sauvegarde imposé en vertu des dispositions du présent chapitre ne s'appliquera pas aux marchandises entrées au titre d'une disposition de la Liste n° 3 ou 4 à moins que cette disposition ne figure dans la Liste n° 2 pour ce qui concerne lesdites marchandises.
- 5) Nonobstant les dispositions des articles 56, 56A ou 57, le Commissaire pourra, sous réserve des conditions qu'il pourra imposer dans chaque cas, exonérer du paiement d'un droit antidumping, compensateur ou de sauvegarde des marchandises importées dans des circonstances ou en quantités telles que leur importation ne constitue pas, à son avis, une importation normale de marchandises à des fins commerciales.

56. Imposition de droits antidumping

- 1) Le Ministre pourra, lorsqu'il y aura lieu, modifier, moyennant publication au *Journal officiel*, la Liste n° 2 afin d'imposer un droit antidumping conformément aux dispositions de l'article 55, paragraphe 2).
- 2) Le Ministre pourra, conformément à toute demande présentée par le Ministre du commerce, de l'industrie et de la coordination économique, supprimer ou lorsqu'il y aura lieu, moyennant publication au *Journal officiel*, et cela avec ou sans effet rétroactif et dans la mesure qui pourra être précisée dans l'avis publié, tout droit antidumping imposé en vertu du paragraphe 1) ci-dessus.
- 3) Les dispositions de l'article 48, paragraphe 6), s'appliqueront *mutatis mutandis* à toute modification, suppression ou réduction effectuée conformément aux dispositions du paragraphe 1) ou 2) du présent article.

56A. Imposition de droits compensateurs

- 1) Le Ministre pourra, lorsqu'il y aura lieu, modifier, moyennant publication au *Journal officiel*, la Liste n° 2 afin d'imposer un droit compensateur conformément aux dispositions de l'article 55, paragraphe 2).
- 2) Le Ministre pourra, conformément à toute demande présentée par le Ministre du commerce, de l'industrie et de la coordination économique, supprimer ou réduire lorsqu'il y aura lieu, moyennant publication au *Journal officiel*, et cela avec ou sans effet rétroactif et dans la mesure qui pourra être précisée dans l'avis publié, tout droit compensateur imposé en vertu du paragraphe 1) ci-dessus.
- 3) Les dispositions de l'article 48, paragraphe 6), s'appliqueront *mutatis mutandis* à toute modification, suppression ou réduction effectuée conformément aux dispositions du paragraphe 1) ou 2) du présent article.

57. Imposition de droits de sauvegarde

- 1) Le Ministre pourra, lorsqu'il y aura lieu, modifier, moyennant publication au *Journal officiel*, la Liste n° 2 afin d'imposer un droit de sauvegarde conformément aux dispositions de l'article 55, paragraphe 2).
- 2) Le Ministre pourra, conformément à toute demande présentée par le Ministre du commerce, de l'industrie et de la coordination économique, supprimer ou réduire lorsqu'il y aura lieu, moyennant publication au *Journal officiel*, et cela avec ou sans effet rétroactif et dans la mesure qui pourra être précisée dans l'avis publié, tout droit de sauvegarde imposé en vertu du paragraphe 1) ci-dessus.
- 3) Les dispositions de l'article 48, paragraphe 6), s'appliqueront *mutatis mutandis* à toute modification, suppression ou réduction effectuée conformément aux dispositions du paragraphe 1) ou 2) du présent article.

57A. Imposition d'un paiement provisoire

- 1) Lorsque le Conseil des droits de douane et du commerce publiera au *Journal officiel* un avis annonçant qu'il étudie l'imposition éventuelle d'un droit antidumping ou compensateur sur des marchandises importées en provenance d'un fournisseur ou originaires d'un territoire spécifié dans ledit avis, le Commissaire devra, si le Conseil lui en fait la demande, imposer, moyennant avis publié

au *Journal officiel*, un paiement provisoire au titre desdites marchandises et cela pour la durée et le montant que le Conseil aura spécifiés dans sa demande.

2) Le Commissaire devra, si le Conseil lui en fait la demande, prolonger, moyennant publication d'un nouvel avis au *Journal officiel*, la période durant laquelle le paiement provisoire visé au paragraphe 1) est imposé, ou bien le supprimer ou le réduire avec ou sans effet rétroactif et dans la mesure qui sera précisée dans la demande du Conseil.

3) Le paiement provisoire ainsi acquitté le sera, sur les marchandises qui en sont passibles au moment de leur entrée pour la consommation intérieure, à titre de garantie de l'acquittement de tout droit antidumping ou compensateur imposé rétroactivement sur ces marchandises en vertu des articles 56 ou 56A et pourra être déduit du montant du droit antidumping ou compensateur à acquitter rétroactivement.

4) Si aucun droit antidumping ou compensateur n'est imposé avant l'expiration de la période d'imposition d'un paiement provisoire concernant les marchandises en cause, le montant du paiement provisoire sera remboursé.

5) Si le montant du paiement provisoire acquitté:

- a) dépasse le montant du droit antidumping ou compensateur imposé rétroactivement au titre de l'article 56 ou 56A, la différence entre les deux montants sera remboursée,
- b) est inférieur à celui du droit antidumping ou compensateur imposé, la différence ne sera pas perçue.